Fondation Jean Jaurès

Europe

APRÈS LE SCRUTIN DU 12 AVRIL 2026, ANNÉE ZÉRO POUR LA HONGRIE ?

Matthieu Boisdron

11/05/2026

À l'occasion des élections législatives hongroises du 12 avril 2026, et à l'issue d'une longue campagne de deux années engagée à partir du printemps 2024, Péter Magyar a remporté une victoire historique, infligeant à Viktor Orbán – installé au pouvoir depuis 2010[1] – une défaite particulièrement cinglante. Si ce résultat était acquis dès le soir du vote, il a fallu attendre jusqu'au 18 avril suivant pour que soient publiés par le bureau national des élections (Nemzeti Választási Iroda), en raison de la complexité du système électoral hongrois, les résultats définitifs et officiels du scrutin. La victoire de Péter Magyar et de son parti, Tisza, est encore plus importante qu'escompté.

Crédité par les résultats provisoires de 135 à 138 députés, Péter Magyar emporte en réalité 141 des 199 sièges que compte l'Assemblée nationale hongroise (Országgyűlés), c'est-à-dire neuf de plus que la majorité des deux tiers, nécessaire pour pouvoir modifier les lois dites « cardinales » (*sarkalatos törvények*), dont la Constitution mais aussi les textes qui couvrent les questions essentielles que sont la citoyenneté, le fonctionnement du Parlement, les élections, les collectivités territoriales, le système partisan, le système financier, la protection familiale, les données personnelles, la liberté de la presse, les minorités nationales, la justice, l'immigration, les services de sécurité. On rappellera que lors du dernier scrutin législatif de 2022, le Fidesz, qui avait alors remporté sa plus large victoire électorale, avait fait élire 135 députés (deux de plus qu'en 2018 et 2014). Péter Magyar a donc désormais les coudées franches pour déverrouiller le système institutionnel, économique et médiatique élaboré depuis seize années par le Fidesz.

Quelles sont les explications de ce succès sans appel, comment interpréter le résultat de ce scrutin et quelles perspectives s'ouvrent désormais à la Hongrie ?

Péter Magyar : un opposant tard venu dans la vie politique hongroise

Né en mars 1981 à Budapest, juriste de formation, issu d'une famille de la haute bourgeoisie conservatrice de la capitale – son grand-oncle et parrain Ferenc Mádl (1930-2011) a été président de la République de Hongrie de 2000 à 2005 –, Péter Magyar appartient à la seconde génération du Fidesz, celle qui a grandi après le changement de régime politique intervenu en 1989. En 2006, il prend ainsi part à la défense juridique des manifestants poursuivis après les violentes manifestations, inspirées par le Fidesz, dirigées contre le gouvernement social-libéral de Ferenc Gyurcsány[2]. Après le retour d'Orbán au pouvoir en 2010, Magyar entre au ministère des Affaires étrangères comme haut fonctionnaire. Travaillant d'abord à la représentation permanente de la Hongrie auprès de l'Union européenne à Bruxelles, il rejoint le bureau du Premier ministre en 2015 où il est chargé des questions européennes. En 2018, il prend la direction juridique de la banque publique MBH, puis, l'année suivante, du centre de prêts aux étudiants (Diákhitel Központ) et s'implique à partir de 2022 dans la gouvernance de plusieurs structures publiques ou para-publiques (Good Farming Kft., Magyar Közút Nonprofit Zrt., Volánbusz). Il rachète enfin, en novembre 2023, une société de conseil privée (LLM Tanácsadó és Befektetési Zrt.) fondée en 2020 par Dániel Császár, secrétaire d'État adjoint au bureau du Premier ministre[3].

C'est seulement en 2024 que Magyar sort de l'anonymat en rompant brusquement avec le Fidesz. Le 10 février 2024, Katalin Novák, ancienne ministre de la Famille du gouvernement Orbán, présidente de la République depuis mai 2022, est poussée à la démission suite à la révélation par un média d'opposition de la grâce présidentielle qu'elle a accordée en avril 2023 à un ancien directeur adjoint d'un foyer pour enfants, condamné pour avoir couvert les agissements pédocriminels de son supérieur. Cette décision, contradictoire avec ses anciennes fonctions ministérielles et avec les valeurs morales portées par le Fidesz, suscite un immense scandale. Dans sa chute, la présidente de la République entraîne celle de la ministre de la Justice au moment de l'affaire, Judit Varga, qui avait contresigné la grâce. Cette dernière, après avoir quitté ses fonctions ministérielles en juillet 2023, avait été chargée par Orbán de mener la liste du Fidesz pour les élections européennes de juin 2024.

Le soir même de la démission de Katalin Novák, Péter Magyar, qui s'avère être l'ex-mari de Judit Varga, annonce publiquement sur les réseaux sociaux son départ du Fidesz et son retrait des entreprises publiques pour lesquelles il travaille. Le lendemain, il accorde un entretien au média d'opposition en ligne *Partizán*, vu immédiatement plus d'1,6 million de fois, dans lequel il dénonce la corruption endémique et l'autoritarisme du système[4]. Le 15 mars 2024, jour de la fête nationale commémorant l'insurrection de 1848, à l'occasion d'un grand rassemblement à Budapest, Péter

Magyar annonce constituer son propre mouvement politique : Talpra Magyarok! (« Debout, Hongois ! »). Mais pour se présenter aux élections européennes, Magyar est dans l'obligation de rejoindre un parti déjà enregistré. Il s'associe donc à un petit parti de centre-droit, Tisztelet és Szabadság Párt, le Parti du respect et de la liberté, constitué en 2020. L'acronyme du parti, Tisza, est aussi le nom d'un grand fleuve hongrois, la Tisza, affluent du Danube, très évocateur pour l'identité hongroise car résonnant fortement sur le plan historique et culturel. Il est également bien connu pour ses grandes crues, permettant de filer la métaphore électorale. Lors du scrutin européen du 9 juin 2024, si le Fidesz rassemble près de 45% des voix et emporte 11 sièges d'eurodéputés sur 21, ce résultat est le plus faible de ceux obtenus par le parti d'Orbán à cette élection. Il est en forte baisse par rapport à l'élection de 2019 (52,6% des voix). Péter Magyar et Tisza réunissent quant à eux 29,5% des voix et obtiennent 7 sièges au Parlement européen. C'est à cette occasion que démarre véritablement la fulgurante ascension politique de Péter Magyar.

Publication de Péter Magyar sur son compte Facebook, le 10 février 2024

Aujourd'hui, je présente ma démission de mes fonctions au sein des deux entreprises publiques. Je démissionne également de mon poste de membre du conseil de surveillance de la MBH Bank, dont l'État détient une partie du capital. Les raisons de ma démission ne sont pas d'ordre professionnel.

Je refuse, ne serait-ce qu'une minute, de faire partie d'un système où les véritables responsables se cachent derrière les jupes des femmes, où les Tóni, les Ádám et les Barbara[5] peuvent se frotter les mains, tout en sacrifiant sans scrupule ceux qui, contrairement à eux, n'ont jamais travaillé pour leurs propres intérêts financiers, mais pour le bien de leur patrie et de leurs compatriotes.
J'ai longtemps cru en un idéal, celle d'une Hongrie nationale, souveraine et civique, et j'ai essayé pendant de nombreuses années, avec mes modestes moyens, de contribuer à sa réalisation. Mais ces dernières années, j'ai peu à peu compris, et aujourd'hui définitivement, que tout cela n'était en réalité qu'un produit politique, un vernis trompeur servant deux objectifs : dissimuler le fonctionnement de la machine du pouvoir et l'acquisition de fortunes colossales.
Je crois que la Hongrie n'est pas le pays des Antal Rogán, des oligarques, ni même de quelques familles influentes, mais la patrie des János Hunyadi, des István Széchenyi, des Ignác Semmelweis, des István Bethlen, des Miklós Radnóti, des Margit Slachta, des Sándor Márai, des combattants de la révolution de 1956, des Ludas Matyi et de tous les Hongrois bons et honnêtes.
Depuis l'âge de 12 ans, les paroles de notre Premier ministre démocratiquement élu résonnent dans mes oreilles : « Je sers, et je servirai tant que cela sera utile à la nation. Je le ferai tant que je le pourrai[6]. »
N'ayez crainte ! Rien ne dure éternellement, et en cent cinquante ans, nous ne sommes pas devenus des Turcs.

Un contexte politique devenu difficile pour Viktor Orbán et le Fidesz

Immédiatement propulsé au rang de principal opposant de Viktor Orbán, Péter Magyar engage à partir du printemps 2024 un long combat contre le chef du gouvernement et son parti. La situation intérieure du pays est pour lui politiquement porteuse.

Malgré les hausses régulières et importantes du salaire minimal et du niveau des pensions, ainsi que les exonérations et incitations fiscales accordées aux familles par le gouvernement, à des fins notoirement électoralistes, la Hongrie a connu, depuis l'épidémie de Covid-19, la plus forte inflation cumulée en Europe. Celle-ci s'est par la suite maintenue à haut niveau (17% en 2023), en raison du renchérissement du coût de l'énergie intervenu après le déclenchement de la guerre en Ukraine du fait de la forte dépendance énergétique du pays à l'égard de la Russie[7]. La hausse des prix a ainsi dégradé les conditions de vie des Hongrois les plus fragiles, notamment celles des personnes âgées qui constituaient une part non négligeable du socle électoral du Fidesz[8]. Le taux de consommation par habitant de la Hongrie est ainsi devenu le plus faible de toute l'Union européenne en 2024. Dans ces conditions, le dynamisme économique du pays – pourtant soutenu

dans les années 2010 – s'est érodé, la croissance n'atteignant que 0,4% en 2025[9]. Or, Orbán, qui avait retrouvé la tête du gouvernement en 2010 dans le contexte d'une forte crise intérieure politique, économique et sociale, a justement établi sa popularité sur le retour à la prospérité économique qui a garanti sa longévité au pouvoir. La dégradation rapide des conditions économiques du pays a donc préparé le terrain à l'émergence d'une forte contestation politique.

En l'absence de résultats économiques probants, Orbán et le Fidesz ont fait le choix, pour rassembler leur base électorale, d'accentuer plus fortement encore qu'auparavant la recherche d'un bouc émissaire et la désignation à la vindicte populaire d'une figure repoussoir censée représenter une menace existentielle contre le pays. Cette stratégie de polarisation du corps social et politique, du *divide et impera*, n'est pas neuve. Après la gauche, les libéraux ou George Soros[10], après Bruxelles et les dirigeants européens[11], après les migrants[12] et les minorités de genre[13], la cible désignée a été le président ukrainien Volodymyr Zelensky, particulièrement attaqué, à travers une vaste campagne d'affichage dans tout le pays lors de laquelle les supports visuels du Fidesz et ceux du gouvernement étaient tellement similaires qu'il était difficile au public de les distinguer, alimentant les critiques de l'opposition contre « l'État-parti ». Une consultation nationale intitulée « VOKS2025 » est envoyée en juin 2025 par courrier à tous les Hongrois afin qu'ils se prononcent pour ou contre l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Parmi les griefs adressés au chef de l'État ukrainien, figurent le mauvais traitement de la minorité hongroise de Transcarpathie, les difficultés d'approvisionnement en gaz russe, les effets économiques potentiellement désastreux pour la Hongrie d'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Le soutien des Européens et de l'opposition à l'Ukraine est donc critiqué, l'objectif étant d'abord de laisser à penser que les difficultés économiques du pays trouvent là leur explication et ensuite de fournir un contre-feu aux attaques de Péter Magyar dénonçant inlassablement la faillite économique du pays. L'instrumentalisation de la question ukrainienne à des fins de politique intérieure trouve son acmé quand Orbán, après avoir validé en décembre 2025 le principe du plan d'aide européen de 90 milliards d'euros à l'Ukraine en contrepartie d'une non-contribution de la Hongrie à son financement, s'est dédit à la veille du Conseil européen de mars 2026, conditionnant son accord à la reprise des livraisons de pétrole *via* l'oléoduc Droujba, interrompues par l'Ukraine[14]. Entre-temps, en janvier 2026, le gouvernement hongrois avait lancé une pétition nationale, envoyée là encore dans les boîtes aux lettres de chaque Hongrois, contre le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine.

« Bruxelles veut augmenter les impôts. Protestons contre l'augmentation des impôts »

Photographie : Matthieu Boisdron (novembre 2025).

« Bruxelles veut financer la guerre avec vos impôts. Protestons contre l'augmentation des impôts »

Photographie : Matthieu Boisdron (novembre 2025).

« Ensemble pour la guerre. Plus d'armes [Ursula von der Leyen]. Conscription [Romulusz Ruszin-Szendi, ancien chef d'état-major des armées hongrois, rallié à l'opposition]. Hausse d'impôts [Péter Magyar] »

Photographie : Matthieu Boisdron (novembre 2025).

Zelensky: « Ne laissons pas Zelensky avoir le dernier mot (rire le dernier) »

Source : telex.hu.

Nemzeti-Peticio : « Envoyons un message à Bruxelles : nous ne paierons pas ! »

Source : compte Facebook de Viktor Orbán.

Cette stratégie se révèle peu payante, malgré le matraquage de la propagande. La consultation VOKS2025 se solde par un échec, faute de participation. Quant aux Hongrois, ils sont majoritairement confiants dans l'Union européenne, à 57% selon une évaluation de l'Eurobaromètre réalisée à l'automne 2025, en hausse de 9 points par rapport à la précédente édition de 2023. Ils

sont en revanche, selon la même étude, 53% à ne pas faire confiance à leur propre gouvernement[15].

La radicalisation progressive du Fidesz tant sur le fond de son positionnement politique – à partir de 2015 et de la crise migratoire – que sur la forme – le 15 mars 2025, Orbán promettait de « liquider » ses adversaires politiques qualifiés de « punaises » – a possiblement contribué à une forme de fatigue civique et à l'usure du pouvoir.

L'efficace stratégie électorale de Péter Magyar et de Tisza

Le grand succès de Péter Magyar a néanmoins résidé dans sa capacité et dans celle de Tisza à mettre en lumière le népotisme et le clientélisme du régime et à mener une efficace campagne de terrain.

Les affaires de détournement de fonds européens impliquant les cadres du Fidesz ont été très tôt documentées[16]. Dès 2012, Ákos Hadházy, alors conseiller municipal Fidesz de la municipalité de Szekszárd, par la suite devenu député d'opposition et infatigable pourfendeur de la corruption généralisée régnant dans l'entourage du chef du gouvernement, dénonçait l'attribution dans des conditions douteuses du marché de l'éclairage public de sa commune à une entreprise dirigée par le gendre d'Orbán, István Tiborcz[17], qui avait procédé de la même manière dans de nombreuses autres communes du pays. De la même façon, l'ouverture en 2016 dans le village natal d'Orbán, à Felcsút, d'une petite ligne ferroviaire d'à peine six kilomètres de long, très peu fréquentée, construite avec l'appoint de fonds européens, avait suscité de fortes interrogations. D'autres proches d'Orbán ont également bénéficié de largesses : son père, Győző, a fait fortune en exploitant une carrière fournissant des entreprises de travaux publics bénéficiaires de marchés publics et son ami d'enfance, Lőrinc Mészáros, chauffagiste de profession, est devenu en quelques années la première fortune du pays grâce au développement de ses activités dans le domaine de la construction, de la banque et des médias.

Malgré la multiplication des affaires de ce type[18] qui ont parfois conduit à l'ouverture d'enquêtes de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), elles n'ont, pendant de nombreuses années, pas offert de véritable prise à l'opposition qui n'a pourtant eu de cesse de les dénoncer. La situation n'a évolué qu'à mesure que le décalage entre la situation économique des Hongrois – qui s'est récemment dégradée – et celle des proches et des dirigeants du Fidesz s'accentuait. En février 2025, un documentaire produit par le média d'investigation Direkt36, intitulé « La dynastie : comment est né l'empire économique de la famille Orbán » (*A dinasztia: így született az Orbán család gazdasági birodalma*), connaît immédiatement une grande audience[19].

Ensuite, la révélation de l'achat et de la transformation à grands frais, par Győző Orbán, d'un ancien manoir historique en un domaine luxueux de treize hectares, à Hatvanpuszta, à quarante kilomètres à l'ouest de Budapest, a focalisé l'attention de l'opinion publique.

Dans cette nouvelle conjoncture, Péter Magyar a su marquer sa différence en insistant en premier lieu sur la lutte contre la corruption, sur la nécessité d'enquêter sur les détournements de fonds publics, sur l'indépendance de la justice, sur la transparence des décisions ou encore sur l'éthique de l'élite dirigeante. Parmi les mesures de son programme présenté le 7 février 2026 figurent ainsi la création d'un bureau de recouvrement et de protection des avoirs (*Nemzeti Vagyonvisszaszerzési és Védelmi Hivatal*) et l'adhésion de la Hongrie au parquet européen. Il promet une transformation rapide et un changement de régime. Néanmoins, au-delà de la question des valeurs, et pour répondre à ce qui constitue la principale demande du corps électoral, Péter Magyar vise le retour rapide de la croissance et la fin de l'inflation. C'est pourquoi il s'est également engagé à obtenir le déblocage des 17 milliards d'euros de fonds européens retenus au titre du mécanisme de conditionnalité relatif au respect de l'État de droit[20]. Tisza a aussi pris l'engagement d'investir dans l'éducation et la santé, des domaines laissés pendant seize années en déshérence par le Fidesz. Cette ligne politique s'accompagne d'une grande prudence : Péter Magyar est conscient que l'élection se jouera à droite, sur sa capacité à convaincre l'électorat d'Orbán dans un système électoral taillé sur mesure pour permettre au Fidesz de s'assurer la majorité en sièges au Parlement.

La loi électorale, adoptée en décembre 2011, a conservé un système mixte alliant scrutin majoritaire uninominal et représentation proportionnelle. Elle a toutefois supprimé le deuxième tour des élections législatives et réduit le nombre de sièges de 386 à 199. Les élections législatives pour l'élection du Parlement monocaméral hongrois combinent de la sorte un système uninominal à un tour dans 106 circonscriptions électorales avec un système proportionnel plurinominal de liste destiné à pourvoir, dans une circonscription nationale unique, les 93 sièges restants. S'agissant des députés élus au scrutin proportionnel de liste, la loi électorale prévoit un seuil de représentation fixé à 5% (relevé à 10% pour les listes présentées conjointement par deux partis et à 15% pour les listes présentées par trois partis ou davantage). Depuis 2014, les minorités reconnues en Hongrie bénéficient d'un abaissement du seuil électoral pour faire élire, parmi les 93 sièges désignés à la représentation proportionnelle, un représentant, à la condition de constituer des listes ethniques distinctes. Néanmoins, seules les minorités allemande et rom sont numériquement assez importantes pour se trouver en mesure d'être représentées. Le pouvoir a de plus procédé à plusieurs reprises à un découpage des circonscriptions très favorable au Fidesz, selon le principe du *gerrymandering*[21], tout en permettant à sa clientèle constituée par les « Hongrois d'outre-frontières », c'est-à-dire les représentants des minorités magyares des pays voisins, de prendre part au vote (par correspondance)[22]. À cela s'ajoute enfin un système de compensation qui produit des effets proches d'une prime majoritaire : les suffrages fragmentaires recueillis par les candidats au scrutin uninominal – c'est-à-dire les voix obtenues par les candidats battus et les voix « en trop » des candidats élus – viennent s'ajouter à ceux obtenus au scrutin proportionnel de liste. Cela aboutit à un effet de surreprésentation du vainqueur.

Dans ce contexte, le chef de Tisza n'a pas annoncé de rupture totale avec toutes les politiques publiques du gouvernement sortant. Il s'est engagé à maintenir les subventions familiales en faveur de la natalité. Il n'a pas remis pas en cause les fondements de la ferme politique migratoire d'Orbán, n'envisage pas d'aider l'Ukraine même s'il reconnaît son droit à se défendre contre l'agression russe et la nécessité de ne pas bloquer les aides européennes, se contente d'affirmer que les minorités de genre doivent être respectées mais sans évoquer pour elles de droits supplémentaires. Magyar s'est ainsi tenu à l'écart de la Marche des fiertés du 28 juin 2025 qui, bien qu'interdite par le pouvoir, a été maintenue par les organisateurs avec l'aide du maire de Budapest, Gergely Karácsony, qui a requalifié la manifestation en événement municipal. Réunissant des milliers de personnes, véritable camouflet pour Viktor Orbán et le Fidesz, elle avait contribué à galvaniser l'opposition[23].

Péter Magyar assume ainsi une ligne conservatrice libérale et fait le choix de constituer des listes électorales homogènes, hors de toute coalition avec les partis de gauche ou libéraux[24]. Il est notamment instruit du précédent constitué par les élections législatives d'avril 2022. L'opposition alors unie avait désigné comme chef de file un jeune candidat conservateur, Péter Márki-Zay, à l'issue d'une primaire inédite dans le pays. Malgré cette configuration prometteuse au regard de celle des élections législatives de 2018 lors de laquelle l'opposition était partie en ordre dispersé, Viktor Orbán avait pourtant remporté une très large victoire (135 sièges). La majorité des électeurs du parti d'extrême droite Jobbik, lui aussi associé à la coalition de l'opposition, ont refusé de mêler leurs voix à celles des libéraux et se sont en effet majoritairement reportés sur le Fidesz ou sur le nouveau parti d'extrême droite néofasciste Notre Patrie (Mi Hazánk), fondé en 2018 suite à une scission du Jobbik[25].

À l'exception de la Coalition démocratique (Demokratikus Koalíció, DK), parti de centre-gauche mené par Klára Dobrev, épouse de l'ancien premier ministre Ferenc Gyurcsány[26], et du Parti hongrois du chien à deux queues (Magyar Kétfarkú Kutya Párt, MKKP), parti satirique orienté à gauche, le reste de l'opposition de gauche a admis cette stratégie en ne présentant pas de liste et en retirant ses candidats à Budapest et dans les deux seules circonscriptions détenues par elle dans le reste du pays. Ainsi, l'universitaire Tamás Mellár, député d'opposition sortant de la première circonscription du comitat du Baranya (Pécs), qui avait pourtant battu le Fidesz en 2014 et avait été réélu en 2022, a fait le choix de ne pas se représenter pour laisser la place à la candidate de Tisza[27]. Quant à Sándor Szabó, élu en 2014 député socialiste de la première circonscription du comitat de Csongrád-Csanád (Szeged) – incidemment redécoupée par le pouvoir –, il n'était pas non plus candidat cette année.

L'autre grand succès de Péter Magyar a été sa campagne de terrain et sa communication efficaces.

Organisant douze grands rassemblements jusqu'au 15 mars 2026, Magyar a également multiplié les déplacements en province, y compris dans les petites villes, prononçant plusieurs discours par jour. À l'inverse, Orbán est vite apparu à la peine. Le chef du gouvernement a été contraint sous la pression d'abandonner le cadre rassurant de ses discours sur invitation dans des lieux clos, s'exposant, comme à Györ, le 27 mars, aux invectives de ses opposants. Le parti Tisza, de son côté, a, filant la métaphore fluviale, constitué un réseau autonome – les « îles de Tisza » (Tisza Szigetek) – chargé d'animer le débat local, de faire pénétrer ses mots d'ordre dans le tissu social et de mobiliser ses partisans ; une initiative qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle des « cercles civiques » (polgári körök) constitués par le Fidesz après la défaite d'Orbán en 2002, à l'issue de son premier passage à la tête du gouvernement, et qui avait contribué à son retour au pouvoir en 2010.

Autre élément saillant : cette longue campagne a été ponctuée de nombreuses tentatives de manipulation. Systématiquement devancé par Tisza de dix à vingt points dans les sondages réalisés par les instituts indépendants ou proches de l'opposition depuis le premier semestre 2025, le Fidesz a multiplié les coups bas : accusation de violences conjugales contre Péter Magyar, menace de diffusion d'une *sextape*, propagande le présentant comme une marionnette de Bruxelles ou de Kyiv, attaques contre les systèmes d'informations de Tisza impliquant les services hongrois, pseudo-sabotage d'un gazoduc en Serbie, publication sur les réseaux sociaux de vidéos générées par l'intelligence artificielle montrant Magyar annonçant des hausses d'impôts, ingérence du vice-président américain J.D. Vance dans la campagne électorale… À celles-ci, il faut ajouter les pratiques clientélistes bien installées en direction des populations rurales, pauvres, roms que sont les achats de voix en échange d'argent, de bois, d'alcool ou de produits alimentaires. Précisons enfin que Péter Magyar, tout comme son prédécesseur dans le rôle de chef de file de l'opposition, Péter Marki-Zay, n'a eu aucun temps d'expression à l'antenne des médias publics.

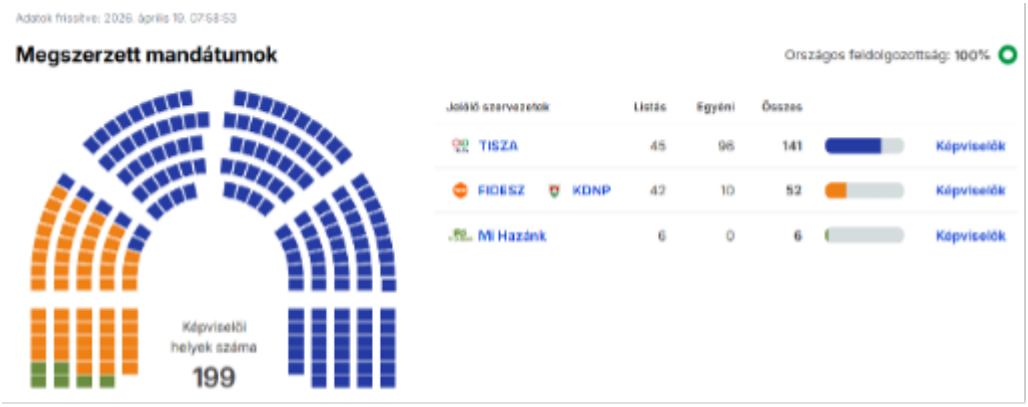
Une nouvelle donne politique

La stratégie de réinvestissement de Tisza s'est révélée payante : c'est bien le vote au scrutin uninominal dans les 106 circonscriptions territoriales qui s'est avéré le plus significatif dans la victoire. Le parti de Péter Magyar emporte 96 circonscriptions contre seulement 10 pour le Fidesz allié au petit parti populaire démocrate-chrétien KDNP (Kereszténydemokrata Néppárt). À l'inverse, au scrutin proportionnel national de liste, Tisza (45 sièges) et le Fidesz/KDNP (42 sièges) font davantage jeu égal. Magyar a obtenu de très bons résultats dans les grandes villes et a de surcroît réussi à dépasser la scission générationnelle et territoriale entre villes et campagnes. Dans son discours au soir de la victoire, Péter Magyar n'a d'ailleurs pas manqué de remercier à la fois les jeunes et les personnes âgées[28].

Certains observateurs ou responsables politiques proches du Fidesz ou de l'extrême droite européenne ont cherché à démontrer que l'acceptation du résultat des urnes par Viktor Orbán indique qu'il n'était pas la caricature de responsable politique autoritaire dénoncée par les médias et forces politiques libérales. C'est oublier bien vite les nombreux coups fourrés de la campagne téléguidés par le Fidesz. Ce qui a conduit Viktor Orbán à reconnaître rapidement sa défaite, c'est bien le niveau de participation très élevé (78,99%), l'ampleur de la victoire électorale de Tisza et concomitamment celle du désaveu à l'égard du Fidesz dû aux difficultés économiques, à l'isolement diplomatique et un niveau de la kleptocratie devenu moralement disqualifiant. Les résultats définitifs publiés le 18 avril 2026 indiquent que :

- Tisza réunit 3,385 millions d'électeurs et 53,18% des voix au scrutin de liste (45 sièges) et 3,333 millions de voix et 55,21% au scrutin uninominal dans les circonscriptions (96 sièges), soit un total de 141 sièges ;
- le Fidesz/KDNP réunit 2,458 millions d'électeurs et 38,61% de voix au scrutin de liste (42 sièges) et 2,215 millions de voix et 36,72% au scrutin uninominal dans les circonscriptions (10 sièges), soit un total de 52 sièges ;
- dernière force représentée au Parlement monocaméral hongrois : le parti d'extrême droite néo-fasciste Notre Patrie (Mi Hazánk) réunit 358 372 électeurs et 5,63% des voix au scrutin de liste (6 sièges) et 345 252 voix et 5,72% au scrutin uninominal dans les circonscriptions (0 siège), soit un total de 6 sièges, c'est-à-dire une représentation similaire à celle de la législature sortante ;
- les deux autres partis en lice, la Coalition démocratique (1,10% au scrutin de liste et 1,08% au scrutin uninominal) et le Parti hongrois du chien à deux queues (0,82% au scrutin de liste et 0,65% au scrutin uninominal) sont balayés et n'obtiennent aucun élu, tout comme les listes minoritaires allemande et rom.

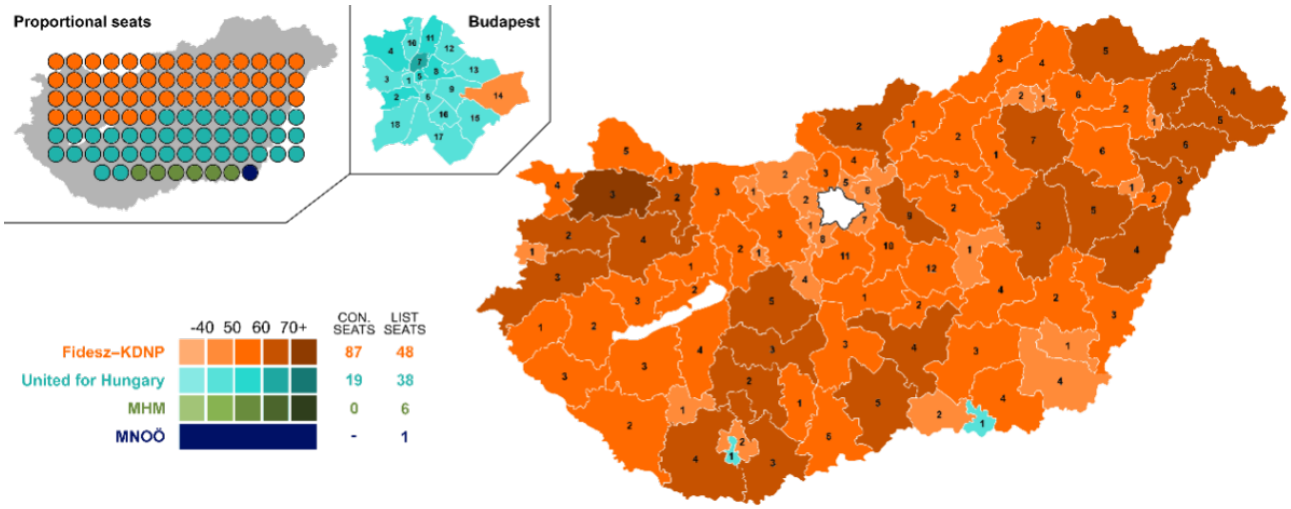
Les résultats définitifs des élections législatives du 12 avril 2026



Source : Bureau national des élections (Nemzeti Választási Iroda).

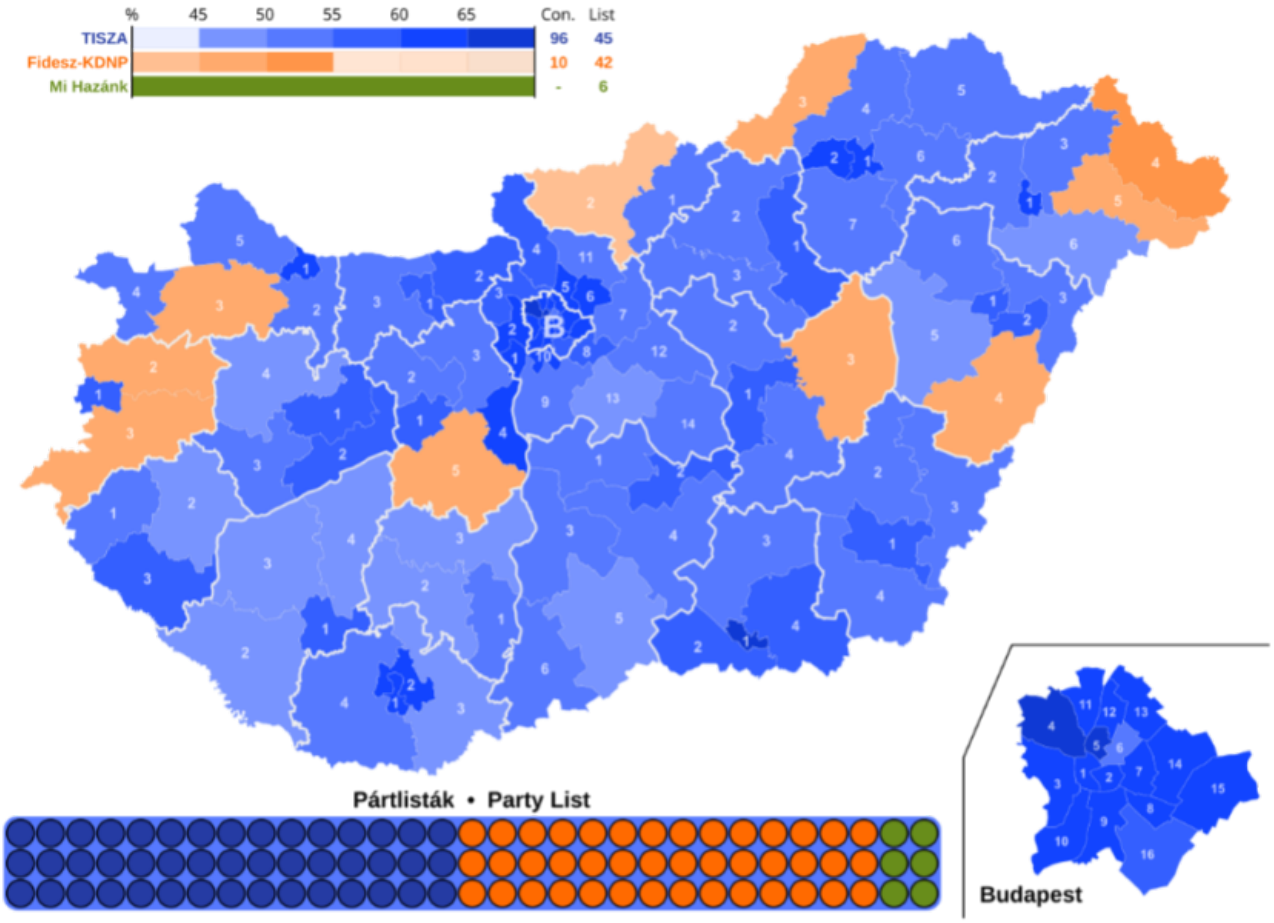
Budapest, acquise à l'opposition, n'a pas manqué cette année de confier l'ensemble de ses 16 circonscriptions à Tisza, malgré le redécoupage opéré dans cette ville par le pouvoir. Cette situation est le résultat d'une érosion continue des positions du Fidesz dans la capitale dont la mairie principale était tombée dans les mains de l'opposition à la suite des élections locales de 2019[29]. Lors des précédentes élections législatives de 2022, seule une circonscription de la capitale (sur 18 à l'époque) avait été conservée par le Fidesz. En 2018, le parti au pouvoir ne conservait que 6 députés sur les 10 élus en 2014.

Résultats des élections législatives de 2022



Source : Wikimedia.

Résultats des élections législatives de 2026



Source : Wikipedia.

Cette année, le phénomène a concerné le reste du pays : d'abord l'ensemble des grandes villes – dont Debrecen, deuxième ville du pays, ou encore Győr, sixième ville de Hongrie, traditionnellement acquises au Fidesz – mais aussi une grande partie de la province, y compris en zone rurale. Le Fidesz ne conserve à l'issue du scrutin que quelques-uns de ses bastions :

- dans l'ouest du pays, dans le comitat de Vas (à l'exception de la ville de Szombathely) et à Csorna (comitat de Győr-Moson-Sopron) ;
- en Transdanubie, à Sárbogárd (comitat de Fejér) ;
- dans le nord du pays, à Balassagyarmat (comitat de Nógrád) et à Ózd (comitat de Borsod-Abaúj-Zemplén) ;
- et dans l'est du pays, à Karcag (comitat de Jász-Nagykun-Szolnok), à Berettyóújfalu (comitat d'Hajdú-Bihar), Vásárosnamény et Mátészalka (comitat de Szabolcs-Szatmár-Bereg).

Le Fidesz essuie en revanche des échecs importants :

- dans l'ouest, à Pápa (comitat de Veszprém) ;

- en Transdanubie, à Mohács et Szigetvár (comitat de Baranya) ainsi qu'à à Dombóvár et Paks (comitat de Tolna) ;
- dans le sud, à Kiskunfélegyháza et Kiskunhalas (comitat de Bács-Kiskun) ;
- dans le nord et l'est, à Sátoraljaújhely et Mezőkövesd (comitat de Borsod-Abaúj-Zemplén), Kisvárda et Nyírbátor (comitat de Szabolcs-Szatmár-Bereg), Berettyóújfalu et Hajdúszoboszló (comitat d'Hajdú-Bihar).

Un autre constat électoral s'impose : la gauche, déjà mal en point, a désormais complètement disparu du paysage parlementaire hongrois, s'effaçant au profit de Tisza. Les électeurs de gauche et du centre-gauche ont majoritairement et pragmatiquement donné leur voix à Péter Magyar pour parvenir à l'objectif essentiel qu'était le changement politique, et cela quand bien même les orientations politiques de ce dernier n'étaient pas les leurs et qu'il ne leur a fait aucune place. Quel sera désormais l'attitude du nouveau chef du gouvernement à leur égard ? Fera-t-il preuve d'ouverture en leur donnant les moyens de faire entendre leur voix ou bien appliquera-t-il strictement la ligne qui est la sienne ?

Quelle sera enfin la capacité de résistance du Fidesz dont les fidèles occupent toujours les leviers du pouvoir administratif, économique et médiatique ? Péter Magyar, qui cristallise désormais beaucoup d'attentes, a envoyé plusieurs signaux et publiquement marqué sa détermination à agir et à rompre avec le système. Le soir de l'élection législative, s'il a certes appelé à la réconciliation nationale en se montrant rassembleur, il a réaffirmé avec force sa volonté de demander des comptes et a promis que des poursuites judiciaires seraient engagées contre celles et ceux qui se seraient rendus coupables de malversations dans l'exercice de leurs fonctions. Il a en conséquence exhorté le président de la République, Tamás Sulyok, à convoquer rapidement la nouvelle législature puis à démissionner. Il a ensuite invité le président de la Cour suprême (Kúria elnöke), le président de la Cour constitutionnelle (Alkotmánybíróság elnöke), le procureur général (legfőbb ügyész), le président de la Cour des comptes (Állami Számvevőszék elnöke), le président de l'Autorité de la concurrence (Gazdasági Versenyhivatal elnöke), le président de l'Autorité nationale des médias (Médiahatóság elnöke) et le président de l'Office national de la magistrature (Országos Bírói Hivatal elnöke) à quitter leurs fonctions[30].

Reçu au palais Sándor le 15 avril 2026 par le président de la République, Péter Magyar a réaffirmé à l'issue de cette audience que « Tamás Sulyok n'est pas digne d'incarner l'unité de la nation hongroise. Il n'est pas apte à être le garant de la légalité. Il n'est pas apte à être une référence morale et un modèle. Tamás Sulyok doit quitter ses fonctions sans délai après la formation du nouveau gouvernement[31] ». Le chef de l'État hongrois a pour sa part annoncé qu'il convoquerait la session parlementaire le plus tôt possible et recommanderait la nomination de Péter Magyar à la

tête du gouvernement[32].

Le 15 avril 2026 toujours, Péter Magyar, reçu pour la première fois depuis septembre 2024 par les médias publics Kossuth Radio et la chaîne télévisée M1, a affirmé son souci de rétablir la liberté de l'information en indiquant vouloir suspendre pour un temps les médias d'État, jusqu'au retour de leur indépendance. Dans un échange assez tendu avec la présentatrice Beáta Csete, sur M1, Péter Magyar a rappelé le dénigrement dont il a été l'objet, n'a pas manqué d'attaquer directement la direction et une nouvelle fois mis en cause le rôle d'Antal Rogán dans l'entreprise de désinformation menée par la chaîne[33].

Symboliquement, Péter Magyar a annoncé que les bureaux du Premier ministre, déplacés à grands frais par Orbán dans le couvent des Carmélites sur la colline de Buda, à côté du palais présidentiel, et symbole visible de la dérive du pouvoir, seraient à nouveau installés à Pest, à proximité du Parlement[34]. Il a aussi exprimé son souhait de limiter à deux le nombre de mandats pour un chef du gouvernement. Des ministères de l'Éducation et de la Santé de plein exercice, qui n'existaient plus depuis 2010, seront également reconstitués[35]. Alors que le gouvernement Orbán ne comptait aucune femme, Anita Orbán[36] a été choisie pour les prendre la tête du ministère des Affaires étrangères (Külügyminisztérium), Viktória Lőrincz celui du Développement territorial et rural (Terület- és vidékfejlesztési miniszterium) et Judit Lannert celui de l'Enfance et de l'Éducation (Gyermek- és Oktatásügyi miniszterium). Par ailleurs, la présidence du groupe parlementaire majoritaire Tisza a été confiée à Andrea Bujdosó. Enfin, Ágnes Forsthoffer a été retenue pour la présidence de l'Assemblée nationale (Országgyűlés elnöksége). Magyar s'est aussi engagé à ce que la Hongrie réintègre la Cour pénale internationale (CPI) dont le retrait, annoncé le 3 avril 2025 alors que le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou – visé par un mandat d'arrêt émis par cette juridiction – était en visite à Budapest, sera effectif le 2 juin prochain.

En raison de l'urgence pour la Hongrie à obtenir le déblocage des fonds européens, et avant même sa prise officielle de fonction, Péter Magyar a rencontré dès le 29 avril le président du Conseil européen, António Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. À l'occasion d'un déplacement en Italie pour assister, lors d'un festival du film, à la projection d'un documentaire consacré à sa trajectoire politique depuis 2024[37], le futur chef du gouvernement a rencontré quasi officiellement, le 7 mai, la Première ministre italienne d'extrême droite, proche d'Orbán, Giorgia Meloni.

Sur le plan diplomatique toujours, Péter Magyar a annoncé que son premier déplacement serait pour la Pologne, allié traditionnel de la Hongrie, où le gouvernement libéral de Donald Tusk – dont la Coalition civique (Koalicja Obywatelska) avait battu la majorité sortante du PiS lors des élections

législatives d'octobre 2023 – lutte actuellement avec de grandes difficultés pour restaurer l'État de droit[38]. Si Péter Magyar dispose de davantage de latitude institutionnelle pour agir que son homologue polonais, la tâche s'annonce certainement elle aussi assez difficile en Hongrie.

***

Péter Magyar a officiellement pris ses fonctions le 9 mai 2026. Dans le discours qu'il a prononcé au Parlement ce jour-là, il a réaffirmé avec force son objectif d'opérer une rupture radicale avec l'orbanisme. Les premières semaines seront donc décisives. Au-delà des messages envoyés jusqu'ici aux électeurs hongrois – qu'ils s'agissent des déçus du Fidesz ou des partisans de l'opposition libérale et de gauche – ou encore à ses partenaires européens, les actes devront suivre sans trop tarder. Qu'il s'agisse du retour à l'État de droit, au pluralisme politique et médiatique et à la probité publique, du rapatriement des fonds européens, de la relance économique, des investissements sociaux dans les secteurs délaissés de l'éducation et de la santé…, la tâche est immense. Péter Magyar a certes réussi à rassembler un pays polarisé, mais il doit désormais parvenir à contenter un large spectre de citoyens – jeunes, urbains, petits entrepreneurs, agents publics, professions libérales… – aux attentes et aux intérêts divergents.

Dans ce contexte, des contradictions et des mécontentements peuvent rapidement survenir. L'annonce de la nomination à la tête du ministère de l'Éducation de Rita Rubovszky, directrice générale de l'Autorité supérieure des écoles cisterciennes (Ciszterci Iskolai Főhatóság), a ainsi suscité un début de polémique à gauche, contraignant le chef de Tisza à ne pas confirmer cette option et à finalement annoncer une autre titulaire. L'annonce de la nomination de l'époux de la sœur de Péter Magyar, Márton Melléthei-Barna, avocat et directeur juridique de Tisza, à la tête du ministère de la Justice a provoqué davantage de remous encore, poussant celui-ci à renoncer à cette fonction. De la même façon, si Péter Magyar a certes indiqué vouloir introduire de la progressivité dans l'impôt sur le revenu et établir une taxe sur les patrimoines les plus élevés, il n'a en revanche pas pris l'engagement d'abroger la loi dite « esclavagiste » votée en 2018 qui permet d'imposer davantage d'heures supplémentaires payables seulement après trois années et qui, très décriée, avait suscité d'importantes manifestations lors de son adoption permettant un relatif succès de l'opposition dans les grandes villes lors des élections locales de 2019. Les ajustements proposés ne constituent donc pas une alternative claire au système économique et social hongrois qui repose sur un modèle exportateur dominé par des entreprises étrangères attirées par une main-d'œuvre à bas coût et de faibles protections salariales. Son programme, qui prévoit quelques mesures pour les plus modestes, n'est pas clairement chiffré. Dans un contexte budgétaire et fiscal contraint, il y a là des risques politiques lourds pour cette démocratie tout juste convalescente qu'est la Hongrie.

Étant donné que Tisza est, comme le Fidesz, un parti très centralisé autour de son chef, qu'il n'a laissé aucune réelle place à ses alliés de circonstance que sont la gauche et les libéraux et qu'il rassemble désormais des députés inexpérimentés, aux profils divers, quels effets l'opportunité de cette super-majorité des deux tiers pourra-t-elle produire, dans des institutions fragilisées, lorsque surviendront les premières véritables difficultés politiques ? Enfin, si le Fidesz apparaît affaibli, il a tout de même obtenu la confiance de 2,5 millions d'électeurs et reste la deuxième force politique du pays. L'extrême droite radicale, néo-fasciste, ultra-nationaliste, anti-rom et antisémite n'a quant à elle pas souffert de ce scrutin : elle conserve ses six députés dans la nouvelle législature et progresse même de 25 885 voix par rapport à 2022. Son avenir politique est loin d'être compromis. En embuscade, elle se tient prête à bénéficier de nouvelles frustrations.

1. Matthieu Boisdron, « Comment devient-on Viktor Orbán ? », *Le Grand Continent*, 29 juin 2024.
2. Matthieu Boisdron, *La Hongrie, une démocratie européenne à l'ère illibérale*, Fondation Jean-Jaurès, 17 juin 2020.
3. Noémi Szatmári, « Tanácsadó céget vásárolt Magyar Péter », Index.hu, 22 février 2024.
4. Partizán, « EXKLUZÍV: Varga Judit exférje a pedofilbotrányról, Rogán Antalról és a fideszes törésvonalakról », 11 février 2024.
5. Il s'agit d'une référence à Antal Rogán (ministre en charge du bureau du Premier ministre, chef du groupe parlementaire du Fidesz et principal collaborateur d'Orbán), Ádám Nagy (chef de cabinet d'Antal Rogán) et Barbara Rogán (épouse d'Antal Rogán). Tous trois ont été soupçonnés d'être intervenus dans une affaire de corruption très médiatisée (l'affaire Schadl-Völner) dans laquelle Magyar, qui disposait et a dévoilé des enregistrements compromettants, a été appelé comme témoin en mars 2024 avant que l'enquête ne soit classée sans suite.
6. Il s'agit d'une citation de József Antall, Premier ministre entré en fonction de mai 1990 à sa mort en décembre 1993. Magyar revendique ainsi sa filiation avec cette figure conservatrice, chef du Forum démocratique hongrois (Magyar Demokrata Fórum, MDF), arrivé au pouvoir à la suite des premières élections libres organisées en Hongrie.
7. « Situation économique et financière de la Hongrie », Direction générale du Trésor, 3 avril 2025.
8. « Inadequate Pensions for Older People in Hungary. Rising Poverty and Barriers to Adequate Food, Medicine, Energy », Human Rights Watch, 14 janvier 2026.
9. « Economic forecast for Hungary », Commission européenne, 17 novembre 2025.
10. Blaise Gauquelin, « Le milliardaire George Soros dénonce la campagne le visant en Hongrie », *Le Monde*, 21 novembre 2017.
11. Blaise Gauquelin, « Dans la Hongrie d'Orban, la propagande anti-Juncker sature l'espace public », *Le Monde*, 5 mars 2019.
12. Rappelons qu'en 2015, Orbán avait très pragmatiquement lancé sa campagne anti-migrants afin de circonscrire la progression du parti d'extrême droite Jobbik qui avait obtenu 20% des voix lors des élections législatives de 2014. La radicalisation du Fidesz lui permet de progressivement siphonner les voix du Jobbik, conduisant celui-ci à un recentrage forcé et à sa quasi-disparition du paysage politique du pays.
13. Eszter Kováts, « Le discours anti-genre en Hongrie : une stratégie au service de l'État illibéral », Roman Kuhar et David Paternotte (dir), *Campagnes anti-genre en Europe*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2018, pp. 167-182. Voir aussi Jean-Baptiste Chastand, « La Hongrie interdit de « montrer l'homosexualité » aux mineurs », *Le Monde*, 15 juin 2021 ; « Hongrie : le Parlement adopte une loi pour interdire la Marche des fiertés », *Le Monde*, 18 mars 2025.
14. Vincent Lequeux, « Conseil européen : Viktor Orbán maintient son veto sur le prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine », Toute L'Europe, 19 mars 2026.
15. Márton Balázs, Andrea Horváth Kávai, « Eurobarometer: Trust in the EU has improved more in Hungary than in any other member state », Telex.hu, 12 décembre 2025. Voir aussi les résultats de l'Eurobaromètre 104 de l'automne 2025.

16. Bálint Magyar et Júlia Vásárhelyi (dir.), *Magyar Polip, a posztkommunista maffiaállam* [La pieuvre hongroise, l'État Mafia post-communiste], Budapest, Noran Libro, 2013.
17. Jean-Baptiste Chastand, « En Hongrie, l'entourage d'Orban s'enrichit sur fonds européens », *Le Monde*, 20 mars 2018.
18. Palma Polyak, « House of Orbán : enquête sur l'économie politique néo-royaliste en Hongrie », *Le Grand Continent*, 9 avril 2026.
19. « A dinasztia (The Dynasty) – így született az Orbán család gazdasági birodalma », *Direkt36*, 7 février 2025.
20. *A működő és emberséges Magyarország* (« Les fondements d'une Hongrie fonctionnelle et humaine »). Voir aussi : magyartisza.eu.
21. Pratique électorale initiée par l'homme politique américain Elbrige Gerry en 1811 qui consiste en un découpage des circonscriptions destiné à favoriser une formation politique au détriment d'une autre.
22. Malgré le contexte électoral porteur pour l'opposition, les votes par correspondance recueillis lors des élections législatives du 12 avril 2026 donnent une nouvelle fois une très nette avance au Fidesz/KDNP qui obtient 84,23% de ces suffrages (282 666 voix) contre 13,82% à Tisza (46 636 voix) et 1,45% à Mi Hazánk (4 859 voix).
23. « À Budapest, la Marche des fiertés rassemble près de 200 000 personnes, malgré son interdiction par Viktor Orban, selon les organisateurs », *Le Monde*, 28 juin 2025.
24. Jean-Baptiste Chastand, « Péter Magyar, l'homme qui veut détrôner Viktor Orban à la tête de la Hongrie », *Le Monde*, 11 avril 2026.
25. Matthieu Boisdron, « La Hongrie de Viktor Orbán, une démocratie dysfonctionnelle », AOC Média, 6 avril 2022.
26. Ancienne plateforme du parti socialiste hongrois (Magyar Szocialista párt, MSZP), la Coalition démocratique devient un parti politique à part entière en octobre 2011. Malgré le discrédit qui touche le premier président du parti, l'ancien Premier ministre (septembre 2004-avril 2009) et ancien président du parti socialiste (février 2007-avril 2009), Ferenc Gyurcsány, DK est l'une des forces politiques de gauche qui résistent le mieux pendant les années Orbán avec 4 députés élus en 2014, 9 en 2018 et 16 en 2022 (dans le même temps, le MSZP passait de 29, à 15 puis 10 élus).
27. « Mellár Tamás visszalép a Tisza Párt javára », HVG, 22 août 2025.
28. « Hongrie : le discours de victoire de Péter Magyar », *Le Grand Continent*, 13 avril 2026.
29. Lors des élections locales du 13 octobre 2019, si le Fidesz, globalement en progression, conserve la majorité des sièges dans les comitats, il perd néanmoins le contrôle de certaines des plus grandes villes du pays dont Budapest, mais aussi Miskolc ou Pécs, respectivement quatrième et cinquième ville du pays.
30. « Hongrie : le discours de victoire de Péter Magyar », *op. cit*.
31. Publication du compte Facebook de Péter Magyar, 15 avril 2026 (10h03).
32. Publication du compte Facebook de Tamás Sulyok, 15 avril 2026 (10h45).
33. Publication du compte Facebook de Péter Magyar, 15 avril 2026 (18h18).
34. Publication du compte Facebook de Péter Magyar, 16 avril 2026 (8h22).
35. D'abord gérés par le « ministère des Ressources humaines » (Emberi Erőforrások Minisztériuma) dans les cabinets Orbán I, II, III et IV, les domaines de la santé et de l'éducation sont ensuite passés au ministère de l'Intérieur (Belügyminisztérium) dans le cabinet Orbán V.
36. Anita Orbán n'a aucun lien de parenté avec le Premier ministre sortant.
37. Il s'agit du film *Tavaszi szél, az ébredés* (« Le vent printanier, le réveil »), du réalisateur Tamás Yvan Topolánszky, dont le nom fait référence à une célèbre chanson folklorique hongroise : *Tavaszi szél vizet áraszt* (« Le vent printanier gonfle les eaux »).
38. Hélène Bienvenu, « En Pologne, l'indépendance de la justice au cœur d'un affrontement entre le gouvernement libéral de Donald Tusk et le président de la République, l'ultraconservateur Karol Nawrocki », *Le Monde*, 21 février 2026.